Arrêtés et décisions portant octroi d'indemnité de première mise d'équipement, blâme, concession d'une pension et rectificatif à une précédente décision accordant subvention 60

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Arrêtés et décisions portant intégrations, engagements, constatation de passages à l'échelon supérieur, suspension provisoire d'effet de contrat, constatation d'absence, abaissement d'échelon, licenciement, suspensions de fonctions, révocation, admissions à la retraite et rectificatif à une précédente décision portant affectation 61

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'INFORMATION
ET DE LA PRESSE**

Décisions portant désignation d'un agent d'état-civil, affectations et licenciement 64

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**

Décisions portant nomination, affectation, blâme et licenciement 65

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE
ET DES EAUX ET FORÊTS**

1960
20 décembre — Décision n° 176/D/MA/AG. portant ouverture d'un concours pour le recrutement de 10 élèves au centre d'apprentissage agricole de Tové 66
Décisions portant reclassement et affectations 66

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décisions portant nomination, passages à l'échelle supérieure et affectations 66

ACTES PUBLIÉS POUR INFORMATION

Circonscription administrative d'Anécho

Décisions portant destitution de chefs de villages 67

DIVERS

Arrêtés et décisions portant promotion, détachement, affectation et radiation 67

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

Avis d'appel d'offres 70
Déclarations d'associations (Office du sport scolaire et universitaire togolais et Club sportif « Diable rouge du Togo ») 72
Avis de perte 72
Agences Réunies des Comptoirs Africains (A.R.C.A.) 72

**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE**

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRÉSIDENTE DU CONSEIL

DECRET N° 60-121 du 20 décembre 1960 rendant exécutoire la convention du 1^{er} septembre 1960 entre la République Togolaise et la Caisse centrale de coopération économique, concernant les statuts de la société dénommée :

« CREDIT DU TOGO »

Le Premier ministre,

Vu la loi n° 60-10 du 23 avril 1960 modifiant l'organisation des institutions de la République togolaise;

Vu la loi n° 60-27 du 5 août 1960 autorisant le Gouvernement à passer une convention avec la Caisse Centrale de Coopération Economique;

Vu la convention du 1^{er} septembre 1960 entre la République togolaise et la Caisse Centrale de Coopération Economique;

Sur la proposition du Ministre des Finances;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la convention du 1^{er} septembre 1960 entre la République Togolaise et la caisse centrale de coopération économique relative aux statuts de la société dénommée « Crédit du Togo ».

ART. 2. — Sont approuvés les statuts du « Crédit du Togo » annexés à ladite convention.

ART. 3. — Le présent décret, ainsi que la convention qu'il rend exécutoire et les statuts du « Crédit du Togo » approuvés par ladite convention, seront publiés au *Journal officiel* de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 20 décembre 1960

S. E. OLYMPIO

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des finances et des affaires économiques,
H. D. COCO

CONVENTION

relative à la modification des statuts du Crédit du Togo.

La République du Togo, représentée par M. Sylvanus Olympio, Premier Ministre, et la caisse centrale de coopération économique, représentée par M. Jean de Menthon, ont préalablement à la modification des statuts du Crédit du Togo exposé ce qui suit :

EXPOSE :

Il existe entre les soussignés, sous la forme d'une société d'Etat créée dans le cadre de la loi du 30 avril 1946, une société de crédit dite « Crédit du Togo ».

Les parties constatent :

— que la loi du 30 avril 1946 ne peut plus constituer le fondement légal du Crédit du Togo à la suite des réformes institutionnelles intervenues;

— que le Crédit du Togo n'en continue pas moins d'avoir une existence en tant que société ayant une personnalité morale et un patrimoine distinct de ceux de ses deux associés, dont les droits patrimoniaux, en tant que souscripteurs de capital, conservent toute leur validité.

— qu'il convient donc de modifier les statuts du Crédit du Togo par la conclusion d'un pacte social mettant cette société en harmonie avec la législation en vigueur au Togo;

Ceci exposé, les soussignés agissant en tant que co-détenteurs de la totalité du capital du Crédit du Togo ont convenu et arrêté ce qui suit :

CONVENTION

1° — Le Crédit du Togo est transformé en société d'intérêt national, sans création d'un être moral nouveau.

Sous sa forme nouvelle, la société est régie par les statuts annexés à la présente convention et, pour tout ce qui ne s'y trouverait pas prévu, par la législation en vigueur dans l'Etat du Togo concernant les sociétés commerciales.

2° — Le capital est porté à 112,5 millions de francs CFA répartis à raison de 62,5 millions pour la République du Togo et de 50 millions pour la Caisse centrale de coopération économique. Les 25 millions non encore libérés de la première augmentation de capital de 50 millions le seront moitié en 1961 et moitié en 1962 à parts égales, par la République du Togo et la Caisse centrale de coopération économique. La deuxième augmentation de capital de 12,5 millions sera souscrite entièrement par la République du Togo avant la fin de 1964.

3° — La présente convention ne deviendra exécutoire qu'après approbation par décret des statuts modifiés du Crédit du Togo.

Lomé, le 1^{er} septembre 1960 Lomé, le 9 août 1960
Le Premier Ministre de la République du Togo : Le Directeur de la caisse centrale de coopération économique :
S. E. OLYMPIO J. de Menthon

STATUTS DU CREDIT DU TOGO**ARTICLE 1**

Il est institué, sous le nom de Crédit du Togo, une société nationale de développement qui sera régie par les présents statuts. Cette société est dotée de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Elle a la qualité de commerçant et sera inscrite au registre du commerce du Togo.

ARTICLE 2

1° Le Crédit du Togo a pour objet de consentir :

a — des crédits à court, moyen et long terme, destinés à permettre :

de réaliser toute opération présentant des garanties suffisantes d'équilibre et qui concourt :

— au développement de l'industrie, de l'artisanat, du commerce, de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche;

— au développement du mouvement coopératif;

— à l'équipement professionnel des membres des professions libérales.

b — des prêts destinés à faciliter la construction ou l'amélioration des maisons d'habitation et l'installation des familles.

2° Le Crédit du Togo est habilité à donner sa garantie à des opérations de même nature que celles prévues au paragraphe premier ci-dessus.

3° Le Crédit du Togo peut construire des logements de type économique en vue de la location et de la location-vente.

4° Le Crédit du Togo peut prendre, sur demande du Gouvernement des participations dans les sociétés concourant au développement des richesses du pays. L'ensemble des participations ne peut immobiliser plus du tiers du capital social.

5° Le Crédit du Togo est habilité à assurer pour le compte de personnes morales de droit public, la gestion de fonds destinés à la réalisation d'opérations d'intérêt économique ou social.

6° Le Crédit du Togo gère les créances et les dettes de l'ancien Fonds commun des sociétés de prévoyance jusqu'à extinction complète de celles-ci. A ce moment le Premier Ministre du Togo décidera de l'utilisation du solde disponible.

ARTICLE 3

Les limites auxquelles seront assujettis le montant par emprunteur, le volume global et la durée des opérations prévues aux paragraphes 1° et 2° de l'article 2, les conditions d'application des paragraphes 3° et 4° du même article ainsi que les règles relatives à la nature et à l'origine des dépôts que le Crédit du Togo sera habilité à recevoir feront l'objet de dispositions du règlement intérieur du Crédit du Togo. Ce règlement doit être adopté par le conseil d'administration à la majorité des deux tiers.

ARTICLE 4

Le Crédit du Togo exerce son activité conformément aux lois et usages régissant le fonctionnement des entreprises privées. Il est notamment astreint aux mêmes formalités de publicité et de publication que les sociétés par actions.

ARTICLE 5

Le siège du Crédit du Togo est à Lomé en un domicile qui sera désigné par le conseil d'administration.

ARTICLE 6

Le capital est fixé à cent douze millions et demi de francs CFA — dont 75 millions déjà libérés. Le reste du capital devra être libéré dans un délai de quatre ans. Le capital pourra faire l'objet d'augmentations. Il est représenté par des actions nominatives d'une valeur nominale de 5.000 Frs CFA chacune.

ARTICLE 7

Le Crédit du Togo est administré par un conseil d'administration de 10 membres.

Les actionnaires sont représentés au conseil d'administration en proportion de leur participation au capital, ils peuvent se grouper pour faire usage de ce droit.

Chaque actionnaire ou groupe d'actionnaires dispose d'autant de sièges d'administrateur qu'il possède de fois 1/10^e du capital; les sièges qui ne pourraient être attribués selon ce procédé devraient être répartis au plus fort reste.

Les administrateurs doivent jouir de leurs droits civils et politiques et n'avoir subi aucune peine afflictive ou infamante.

Les fonctions des administrateurs prennent fin par suite de démission ou décès ou sur notification adressée à la société par l'autorité ou organisme qui les a désignés. Les fonctions d'administrateur sont gratuites.

ARTICLE 8

Le Président du conseil d'administration est nommé par le conseil d'administration parmi ses membres à la majorité des deux tiers. Le Président a voix prépondérante en cas de partage. En son absence, le conseil désigne un administrateur pour présider la séance.

Les fonctions de Président du conseil d'administration du Crédit du Togo sont incompatibles avec l'exercice d'un mandat politique.

ARTICLE 9

Le conseil délibère valablement si cinq de ses membres au moins sont présents ou représentés. Tout administrateur a le droit de se faire représenter par un autre administrateur pour une séance déterminée.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité simple, sauf exceptions prévues par les présents statuts ou par le règlement intérieur.

Le conseil se réunit sur convocation de son Président qui peut déléguer ce pouvoir au directeur. Il se réunit également à la demande de trois de ses membres.

ARTICLE 10

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et autoriser tous actes relatifs à son objet.

Il a notamment les pouvoirs suivants qui sont énonciatifs et non limitatifs, sauf dans la mesure où

les présents statuts en délimitent expressément les conditions ou l'étendue :

— il désigne le Président et le directeur général,

— il conclut tous achats, ventes et locations d'immeubles, contracte tous emprunts avec ou sans hypothèque ou nantissement sur les biens du Crédit du Togo, autorise tout compromis, acquiescement, désistement, et toutes mainlevées d'inscriptions de saisie, d'opposition avant ou après paiement, il intente et suit toutes actions judiciaires ou poursuites devant toutes juridictions tant en demande qu'en défense, il procède à toutes acquisitions, aliénations et transferts de valeurs; il décide, sur proposition du directeur, des crédits à accorder et il ne peut déléguer ce pouvoir que dans des conditions et pour des montants fixés par le règlement intérieur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, il peut déléguer ses pouvoirs.

ARTICLE 11

La direction de la société est assurée sous sa responsabilité par un directeur général nommé par le conseil d'administration, à la majorité des deux tiers.

Les fonctions de directeur général sont incompatibles avec l'exercice d'un mandat politique. Il ne peut se livrer à aucun commerce, ni avoir d'intérêts dans aucune entreprise commerciale. Il représente la société à l'égard des tiers. Il nomme et révoque le personnel et en fixe la rémunération. Il peut déléguer ses pouvoirs.

ARTICLE 12

Tous les actes et opérations de la société décidés par le conseil d'administration, ainsi que les retraits de fonds ou valeurs, les mandats sur les banquiers, débiteurs ou dépositaires et les souscriptions, endos, acceptations ou acquits d'effets de commerce, doivent pour engager la société, être signés par le directeur général ou par la personne à qui il en a délégué le pouvoir.

ARTICLE 13

Les clauses d'exclusion et les incompatibilités édictées par les lois et décrets en vigueur en ce qui concerne l'exercice des fonctions de Président, d'administrateur, de directeur général et de commissaire aux comptes, dans les sociétés par actions, sont applicables aux personnes qui remplissent les fonctions correspondantes au Crédit du Togo.

ARTICLE 14

Toute convention entre le Crédit du Togo et son directeur général, conclue soit directement, soit indirectement, est nulle si elle n'a été préalablement autorisée par le conseil d'administration.

Il en est de même des conventions passées entre le Crédit du Togo et une entreprise dont le directeur du Crédit du Togo ou l'un des administrateurs est propriétaire, associé ou non, ou en participation, gérant administrateur ou directeur général.

ARTICLE 15

Les ressources destinées aux opérations propres de la société proviennent :

- a — de son capital,
- b — de ses dépôts,
- c — des dotations qui lui sont accordées,
- d — des crédits qui lui sont consentis.

ARTICLE 16

Les opérations comptables du Crédit du Togo sont effectuées et décrites conformément aux règles en usage dans les établissements industriels et commerciaux.

L'exercice social commence le 1^{er} juillet. Il se termine le 30 juin de chaque année.

A la clôture de chaque exercice, le directeur établira un inventaire et dressera le bilan ainsi qu'un compte de profits et pertes qui seront arrêtés par le conseil. Ce dernier fixera ensuite le montant des bénéfices nets en déduisant des produits :

a — tous frais généraux et charges sociales comprenant notamment l'intérêt et l'amortissement de tous emprunts, tous traitements de la direction et du personnel et tous frais d'administration et de contrôle.

b — toutes sommes destinées aux divers amortissements et provisions pour amortissements éventuels ou pour risques commerciaux que le conseil jugerait à propos.

Les bénéfices nets seront affectés à la constitution de réserves.

ARTICLE 17

Tous les trois mois le Crédit du Togo adresse au Premier Ministre de la République du Togo et au directeur général de la Caisse centrale de coopération économique un rapport sur sa situation et son activité. En fin d'exercice sont annexés à ce rapport, le bilan, le compte de profits et pertes, l'inventaire et le rapport des commissaires aux comptes.

ARTICLE 18

Auprès du Crédit du Togo sont placés deux commissaires aux comptes nommés par le conseil d'administration aux 2/3 des voix sur proposition respective du Premier Ministre du Togo et du directeur général de la Caisse centrale de coopération économique, ces personnalités pouvant proposer des fonctionnaires ou salariés soumis à leur autorité.

Ces commissaires exécutent leur mission dans les conditions prévues pour les sociétés anonymes par la loi du 24 juillet 1867 et par les textes subséquents. Ils adressent leur rapport au conseil d'administration.

ARTICLE 19

Les comptes du Crédit du Togo ne deviennent définitifs qu'après avoir été approuvés par le conseil d'administration.

ARTICLE 20

En cas de dissolution du Crédit du Togo la réalisation de l'actif et la liquidation du passif sont poursuivies conformément au droit des sociétés commerciales.

ARTICLE 21

Les présents statuts ne pourront être modifiés que par délibération du conseil d'administration réuni en session extraordinaire et statuant à la majorité des trois quarts de ses membres. Les convocations, pour une session extraordinaire du conseil d'administration devront être adressées au moins trois mois à l'avance avec l'ordre du jour et le texte des modifications proposées.

Compte administratif

N° 60-122 du :

23 décembre 1960. — Le compte administratif du budget de la circonscription de Lomé exercice 1959, est approuvé et arrêté comme suit :

en recettes à la somme de : huit millions cent un mille sept cent quatre vingt trois francs (8.101.783 francs) ;

en dépenses à la somme de : six millions cent quatre vingt sept mille cent soixante dix huit francs (6.187.178 francs), laissant apparaître un excédent de recettes de : un million neuf cent quatorze mille six cent cinq francs (1.914.605 francs) qui sera porté en recettes au budget additionnel exercice 1960.

Sont approuvées les annulations et ouvertures de crédits ci-après énumérées, destinées à régulariser les dépassements de crédits constatés à certains postes budgétaires à la clôture de l'exercice :

Annulations de crédits

Chap. 11 — Sec d'adm. régionale (Pers.)

Art. I. §. III — Personnel journalier . 121.085

Ouvertures de crédits

Chap. IX — Dépenses de travaux

Art. IV. — Alimentation en eau 1.671

Chap. X — Reversements aux collectivités

Art. I — Reversement à la commune T.C. 119.414

121.085

Sont annulés les crédits disponibles, faute d'emploi, constatés à la clôture de l'exercice 1959 s'élevant au total à huit millions quatre cent quinze mille sept cent trente six francs (8.415.736).

Annulations et ouvertures de crédits

N° 60-123 du :

23 décembre 1960. — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Lomé exercice 1960.